INFORMATIONS SUR LE THEME

RENFORCEMENT DU ROLE DES INSTITUTIONS SUPERIEURES DE CONTROLE DES FINANCES PUBLIQUES DANS LA PREVENTION DE LA CORRUPTION ET LA LUTTE CONTRE CE PHENOMENE

(Résolution 9/3 De La Conférence des Etats Parties à la Convention Des Nations Unies Contre La Corruption)
La Convention des Nations Unies contre la corruption, au paragraphe 2 de son article 9 prévoit ce qui suit :

« Chaque Etat Partie prend, conformément aux principes fondamentaux de son système juridique des mesures appropriées pour promouvoir la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances. Ces mesures comprennent notamment :

[...] 

c) Un système de normes de comptabilité et d’audit, et de contrôle au second degré ;
d) des systèmes efficaces de gestion des risques et de contrôle interne ;
e) des mesures correctives en cas de manquement aux exigences du présent paragraphe. ».

1. Veuillez décrire (citer et résumer) les mesures qu’a prises votre pays, le cas échéant (ou celles qu’il envisage de prendre, et dans quels délais), pour faire appliquer la Convention et promouvoir l’application de la résolution 9/3.

1.1. Mesures prises pour promouvoir, conformément aux principes fondamentaux de leur système juridique, l’indépendance de leurs institutions supérieures de contrôle des finance publiques

En Côte d’Ivoire, le contrôle des finances publiques est assuré par la Cour des comptes qui est l’institution suprême. Ainsi, selon l’article 152 de la Constitution ivoirienne « la Cour des Comptes est l’organe supérieur de contrôle des finances publiques. Elle a des attributions juridictionnelles de contrôle et de consultation. La Cour des Comptes contrôle la gestion des comptes des services de l’Etat, des Etablissements publics nationaux, des collectivités territoriales, des Autorités administratives indépendantes et de tout organisme bénéficiant du concours financier de l’Etat ou d’une autre personne morale de droit public ainsi que de tout organisme bénéficiant du concours financier des entreprises publiques et de leurs filiales ».

En tant que juridiction suprême, son indépendance est consacrée par l’article 139 de la même Constitution qui pose le principe de l’indépendance du pouvoir judiciaire en indiquant que « le pouvoir judiciaire est indépendant ».

A ce titre, le juge des comptes comme « le magistrat est protégé contre toutes formes d’ingérence, de pression, d’interventions ou de manœuvres, ayant pour effet de nuire à l’accomplissement de sa mission. Lorsqu’il estime que son indépendance est menacée, le juge a le droit de saisir le Conseil supérieur de la Magistrature. Le juge n’obéit qu’à l’autorité de la loi » (Article 140 al 2 de la Constitution ivoirienne).

Cette indépendance de la Cour des Comptes est également affirmée par l’article 2 de la loi organique n°2018-979 du 27 décembre 2018 déterminant les attributions, la composition, l’organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes, « la Cour des Comptes est une
jurisdiction suprême. Elle est l’Institution supérieure de contrôle des finances publiques. Tous les corps de contrôle sont tenus de lui transmettre leurs rapports ». En conséquence, la Cour des Comptes, Institution suprême de contrôle des finances publiques, qui a des attributions juridictionnelles, de contrôle et de consultation (article 152 de la Constitution) exerce ses missions en toute indépendance.


1.2. Mesures prises pour promouvoir la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques, notamment à l’aide d’un mécanisme de normes comptables et d’audit, et par un contrôle correspondant ;

Les dispositions de la loi organique n°2014-337 du 05 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques instituent un code de transparence devant conduire à l’utilisation des normes et des meilleures pratiques internationales dans la gestion des finances publiques. A cet effet, les dispositions dudit code constituent la référence en matière de gestion administrative et financière.

Elles s’appliquent notamment au cadre juridique, comptable et statistique des finances publiques, aux attributions et responsabilités dans l’Administration publique en matière financière, à la performance, à la moralisation, à la préparation et l’exécution du budget, au contrôle des finances publiques, à la sincérité de l’information budgétaire, à l’intégrité des acteurs, à l’accès du public à l’information relative aux finances publiques.

Ledit code prévoit un cadre juridique et comptable des finances publiques constitué de textes législatifs et réglementaires relatifs, entre autres, aux Lois de Finances, à la Cour des Comptes, au Code des Marchés Publics, au Règlement Général sur la Comptabilité Publique, au Plan Comptable de l’État, au statut des comptables publics, au statut des organes de contrôle, à la nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l’État, au régime Financier, Fiscal et Domanial des Collectivités territoriales.
En outre, le décret n°2014-416 du 09 juillet portant règlement général sur la comptabilité publique traite, entre autres, de la responsabilité des comptables publics et des ordonnateurs.

Relativement aux mesures prises pour promouvoir la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques, l’on peut évoquer le cas du Trésor Public.

En effet, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCIP), conformément à l’article 22 du décret n°2021-454 du 08 septembre 2021 portant organisation du Ministère de l’Économie et des Finances, est chargée, entre autres, d’exécuter et de contrôler les opérations des budgets de l’État, des Établissements Publics Nationaux, des Collectivités Territoriales et de tout autre organisme public dont la gestion financière et comptable relève d’un comptable public.


En somme, le Trésor Public a adopté plusieurs mesures visant à promouvoir la transparence et la responsabilité. Il s’agit notamment :

- du Système de Management de la Qualité et Contrôle Interne (SMQ-CI) ;
- du Code d’Éthique et de Déontologie des agents du Trésor Public ;
- de la politique de lutte contre la fraude et la corruption.

1.3. Mesures prises pour appliquer des politiques visant à assurer le bon fonctionnement de ces institutions conformément aux principes et normes élaborés par l’Organisation internationale supérieure de contrôle des finances publiques

Pour ce qui est de garantir la bonne gestion des finances publiques et des biens publics, ainsi que des secteurs comme les marchés publics :

- Loi organique n°2014-337 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques.
- Loi organique n°2014-336 relative aux lois de finances.
- Loi n° 2020-885 du 21 octobre 2020 portant régime financier des collectivités territoriales et des districts autonomes.
- Les textes subséquents.
1.4. Mesures prises pour promouvoir la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques, notamment à l'aide d'un mécanisme de normes comptables et d'audit, et par un contrôle correspondant ;

- Loi organique n°2014-337 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques.
- Décret n°2018-928 du 12 décembre 2018 portant comptabilité des matières.
- Décret n° 2019-190 du 06 mars 2019 portant déconcentration de l’ordonnancement.

1.5. Mesures prises pour encourager à examiner, périodiquement ou selon que de besoin, les procédures et cadres financiers et comptables applicables, afin de déterminer leur efficacité dans la lutte contre la corruption.

Les textes suivants sont des instruments juridiques adoptés dans le but d’organiser la prévention et la répression de la corruption, ainsi que les infractions assimilées.

- Loi n° 2022-190 du 2022/03/11, autorisant le Président de la République à ratifier le protocole de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) sur la lutte contre la corruption.
- Ordonnance n° 2022-348 du 2022/06/01, portant modification de l’article 94 de l’ordonnance n° 2013-660 du 20 septembre 2013 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées.
- Ordonnance n°2013-660 du 20 septembre 2013 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées.
- Décret n° 2018-928 du 12 décembre 2018 portant comptabilité des matières.
- loi n° 2016-992 du 14 Novembre 2016 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- loi n° 2018-570 du 13 juin 2018 relative à la protection des témoins, victimes, dénonciateurs, experts et autres personnes concernées ;
- loi n° 2018-573 du 13 juin 2018 portant régime juridique du gel des avoirs illicites ;
- loi du 10 mars 1927 relative à l’extradition des étrangers (loi sur l’extradition) ;
- décret n°2017-740 du 16 novembre 2017 déterminant les mesures de prévention et de règlement des conflits d’intérêts ;
- décret n°2018-100 du 24 janvier 2018 déterminant la liste des personnes exerçant de hautes fonctions dans l’administration publique ou chargées de la gestion des fonds publics assujetties à la déclaration de patrimoine ;
- décret n°2020-124 du 29 janvier 2020 portant création, attribution, organisation et fonctionnement du pôle Pénal économique et financier ;
- décret n°2020-953 du décembre
- décret n°2020-953 du 9 décembre 2020 déterminant les attributions, la composition l’organisation et le fonctionnement du bureau national de protection des témoins, victimes, dénonciateurs et autres personnes concernées ;
- décret n°2022-349 du 1er juin 2022 déterminant les attributions, l’organisation et le fonctionnement de l’Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC)

1.6. Mesures prises pour veiller à ce que les entités contrôlées donnent suite aux conclusions des rapports d’audit, mettent en œuvre les recommandations des institutions supérieures de contrôle des finances publiques et prennent les mesures correctives appropriées, y compris sous forme de poursuites pénales, pour assurer la bonne gestion des affaires publiques et des biens publics

L’article 9 du décret n° 2018-653 du 1er août 2018 portant attributions, organisation et fonctionnement de l’Inspection Générale d’État en abrégé IGE.

Les articles 70 à 79 et 104 de la loi organique n°2018-979 du 27 décembre 2018 déterminant les attributions, la composition, l’organisation et le fonctionnement de la Cour des Comptes, font injonctions aux entités contrôlées de mettre en œuvre les décisions ou recommandations de la Cour des comptes, sous peine de sanctions.

Par ailleurs, aux termes de l’arrêté n°033/MEF/DGTC/P/DEMO du 09 février 2017 portant organisation de l’Inspection Générale du Trésor (IGT) et fixant ses attributions, l’IGT veille à ce que ses recommandations soient mises en œuvre. A ce titre, un applicatif dénommé « Linx » permet de faire un suivi automatisé de la mise en œuvre des recommandations issues des
missions d’inspection et d’audit et de dresser un rapport annuel sur le niveau de mise en œuvre des recommandations.

1.7. Mesures prises pour associer les institutions supérieures de contrôle des finances publiques et les services de vérification interne des comptes aux examens de pays dans le cadre du deuxième cycle du Mécanisme d’examen de l’application de la Convention des Nations Unies contre la corruption, en particulier en ce qui concerne l’examen de l’application du chapitre II sur les préventives, notamment dans le cadre des visites de pays, le cas échéant.


Les textes organisant ce cadre sont :


1.8. Mesures prises pour promouvoir l’intégralité et l’honnêteté par l’application de codes de conduite dans les institutions supérieures de contrôle des finances publiques et, en particulier, pour aligner, ces codes de conduite sur le code déontologie adopté par l’Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques.

La charte d'éthique et de déontologie de l’IGE adoptée en application de l’article 77 du code de transparence dans la gestion des finances publiques et de l’article 23 du décret n° 2018–653 du 1er août 2018 portant attributions, organisation et fonctionnement de l’Inspection Générale d’État en abrégé IGE.
1.9. Mesures prises pour accroître la confiance dans les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, les organes de lutte contre la corruption et les institutions gouvernementales et publiques dans leur ensemble.

La loi organique n°2014-336 du 05 juin 2014 relative aux lois des finances, régissant les finances publiques en Côte d’Ivoire, dispose en son article 77 que les opérations d’exécution du budget de l’Etat sont soumises à un triple contrôle, administratif, juridictionnel et parlementaire, dans les conditions définies par ladite loi organique.

Le contrôle administratif est un contrôle a priori et a posteriori qui s’exerce sous forme de contrôle hiérarchique ou organique par l’intermédiaire de corps et d’organes de contrôles spécialisés. Ce sont en ce qui concerne le contrôle a priori, le Contrôle Financier et le Contrôle Budgétaire. Quant au contrôle a posteriori, il est exercé par les Inspections sectorielles (Trésor, Impôts, Douane et Budget), l’Inspection Générale des Finances et l’Inspection Générale d’Etat.

Le contrôle juridictionnel, quant à lui, est exercé par la juridiction financière à savoir la Cour des Comptes, qui juge les comptes des comptables publics, la gestion de fait et les fautes de gestion.

Sans préjudice des pouvoirs généraux de contrôle du Parlement, la Commission des finances veille, au cours de la gestion annuelle, à la bonne exécution des lois de finances. Selon l’article 88 de la loi organique n°2014-336 du 05 juin 2014 relative aux lois des finances, les informations ou les investigations sur place que le Parlement pourrait demander ne sauraient lui être refusées. Il peut également procéder à l’audition des ministres.

Aussi, conformément à l’article 41 de la Constitution de 2016, « les pouvoirs publics sont tenus de promouvoir, de respecter et de faire respecter la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques et de réprimer la corruption et les infractions assimilées. »

A ce titre, la DGTCP s’est engagée à mettre en place une politique de lutte contre la fraude et la corruption. Il s’agit de manière spécifique de :

- Promouvoir la culture anti-fraude et anti-corruption ;
- Prévenir ou détecter les actes constitutifs de fraude et de corruption, susceptibles d’être commis au Trésor public, ou en collusion avec des partenaires, des fournisseurs ou autres tiers ;
- S’assurer que des mesures ou sanctions appropriées sont prises en cas de fraude ou de corruption avérée et que les leçons d’amélioration nécessaires sont tirées.

La loi organique n°2014-337 du 05 juin 2014 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques vise à accroître la confiance dans cette gestion.

- Axe 5 du schéma directeur de la réforme des finances publiques 2022-2024 ;
- Renforcement du contrôle, de l’audit et de l’évaluation de la gestion des finances publiques.
1.10. Mesures prises pour améliorer l’échange d’information entre les organes de lutte contre la corruption, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques et les autres organes gouvernementaux œuvrant dans le domaine de la lutte contre la corruption, y compris à titre consultatif,

L’Article 97 du décret n° 2014-416 du 9 juillet 2014 portant règlement général sur la comptabilité publique mentionne que les modalités de coordination des différents organes et corps de contrôle sont prévues par décret.

Il est également créé un comité chargé de la coordination et du suivi des actions liées au Mécanisme d’examen de l’application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, par le décret n°2016-87 du 17 février 2016 portant création, composition, attributions et fonctionnement du comité de coordination des actions liées au mécanisme d’examen de l’application de la Convention des Nations unies Contre la Corruption. C’est un cadre de partage d’informations entre les structures qui contribuent à la promotion de la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption.

1.11. Mesures prises pour renforcer les capacités des institutions supérieures de contrôle et améliorer les compétences de leurs membres et de leur personnel en matière de prévention de la lutte contre ce fléau, notamment par la formation, l’éducation et l’échange de connaissances ;


2. Veuillez fournir des exemples de la mise en œuvre de ces mesures y compris les affaires judiciaires ou autres qui s’y rapportent et les statistiques disponibles.

- Rapport établi par les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, le pouvoir législatif national ou les organes chargés de prévenir la corruption ;
- Moyenne de 40 missions par an ;
- Rapports externes sur le fonctionnement des institutions supérieures de contrôle des finances publiques ;
- Plan stratégique de l’IGE ;
- Décret n° 2018-653 portant attributions, organisation et fonctionnement de l’IGE.
Informations relatives aux bonnes pratiques, aux enseignements tirés de l’expérience et aux défis à relever pour évaluer périodiquement l’efficacité et l’effectivité des mesures et politiques de lutte contre la corruption (résolution 9/6 de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption)

La Convention des Nations Unies contre la Corruption, au paragraphe 3 de son article 5, prévoit ce qui suit :

« Chaque État Partie s’efforce d’évaluer périodiquement les instruments juridiques et mesures administratives pertinents en vue de déterminer s’ils sont adéquats pour prévenir et combattre la corruption. »

Résolution 9/6, paragraphe 6

« La Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, demande aux États parties de mettre en place et de promouvoir des pratiques efficaces propres à prévenir la corruption et d’évaluer périodiquement les instruments juridiques et les mesures administratives pertinents en vue de déterminer s’ils sont adéquats pour prévenir et combattre efficacement la corruption, conformément à l’article 5 de la Convention. »

3. Veuillez décrire (citer et résumer) les mesures qu’a prises votre pays, le cas échéant (ou celles qu’il envisage de prendre, et dans quels délais), pour faire appliquer la Convention et promouvoir l’application du paragraphe 6d de la résolution 9/6.

3.1 Politiques, pratiques ou exigences internes visant à évaluer périodiquement les instruments juridiques et mesures administratives en vue de déterminer s’ils sont adéquats pour prévenir et combattre la corruption

L’article 6 de la loi 2013-661 du 20 septembre 2013 fixant les attributions, la composition, l’organisation et le fonctionnement de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance précise que l’organe de lutte contre la corruption « …adresse au Président de la République un rapport annuel d’évaluation des activités liées à la prévention et à la lutte contre la corruption. Une copie de ce rapport est adressée à l’Assemblée Nationale, à la Cour des Comptes, au Conseil Constitutionnel, au Conseil Economique et au Médiateur de la République. ».

Ce rapport évalue tous les instruments juridiques, politiques publiques et mesures mises place en synergie avec tous les acteurs impliqués dans la lutte contre la corruption. Des recommandations sont faites pour améliorer les instruments et politiques mis en place dans le cadre de la lutte contre la corruption.
3.2 Structures ou institutions chargées d’évaluer les instruments juridiques et mesures administratives pertinents en vue de déterminer s’ils sont adéquats pour prévenir et combattre la corruption :

- Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance ;
- Inspection Générale d’Etat (IGE) ;
- Inspection Générale des Finances (IGF) à travers la Brigade de lutte contre la Corruption (BLC).

3.3 Processus d’évaluation périodique des instruments juridiques et des mesures administratives pertinents en vue de déterminer s’ils sont adéquats pour prévenir et combattre la corruption ;

Dans le cadre de l’élaboration du rapport d’évaluation des activités liées à la prévention et à la lutte contre la corruption, adressé au Président de la République par la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance, un questionnaire est envoyé à toutes les structures et entités qui contribuent ou participent à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées. Le questionnaire porte sur les activités réalisées par ces entités en matière de sensibilisation, de détections et de sanctions en matière de corruption et d’infractions assimilées.

Les informations recueillies sont compilées et analysées au cours d’ateliers et séminaires, avec la participation de tous les acteurs impliqués dans la lutte contre la corruption, afin de s’assurer de leurs impact et performance dans le dispositif de prévention et de lutte contre la corruption. A ce jour, la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance, qui est en charge de cette mission, a élaboré les rapports 2015 à 2021.

Les copies du rapport d’évaluation sont transmises aux autres institutions destinataires après remise au Président de la République.

3.4 Exigences par rapport à la fréquence de ces évaluations.

Cette évaluation est annuelle. Elle pourrait nécessiter une expertise extérieure pour une évaluation par un tiers.

- Législation primaire ou secondaire ou actes administratifs qui prévoient l’établissement de structures de processus et de responsabilités dans le processus d’évaluation ;
- Rapports d’évaluation des instruments juridiques et des mesures administratives pertinents ;
- Rapports au parlement et comptes rendus des auditions publiques connexes ;
- Rapports d’audit pertinents ;
- Rapports évaluant la participation de la société civile, du monde universitaire ou du secteur privé ;
- Rapports pertinents sur l’exécution du budget relatifs à des mesures spécifiques d’ordre budgétaire ;
- Publications internes et externes analysant l’impact de la nouvelle législation ou des mesures prises pour prévenir la corruption ;
- Rapports normatifs sur l’adéquation des lois anticorruption et des mesures administratives.
Informations relatives aux interactions qui existent entre les approches préventives et répressives (résolution 9/6 de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la Corruption)

La Convention des Nations Unies contre la corruption, au paragraphe 1 de son article 6, prévoit ce qui suit :

« Chaque État Partie fait en sorte, conformément aux principes fondamentaux de son système juridique, qu’existent un ou plusieurs organes, selon qu’il convient, chargés de prévenir la corruption… »

Article 36 : « Chaque État Partie fait en sorte, conformément aux principes fondamentaux de son système juridique, qu’existent un ou plusieurs organes ou des personnes spécialisées dans la lutte contre la corruption par la détection et la répression ».

Veuillez décrire les mesures qu’a prises votre pays, le cas échéant pour faire appliquer la Convention et promouvoir l’application des paragraphes 5 et 8 de la résolution 9/6.

Un atelier visant à élaborer un projet de loi relatif à la protection des lanceurs d’alerte en matière de lutte contre la corruption, a eu lieu les 11 et 12 octobre 2021 à Abidjan, à l’initiative du ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre la corruption, en collaboration avec l’Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) et le ministère allemand de la Coopération à travers la GIZ.

De même, une visite de travail de l’ONUDC, qui s’est tenue du lundi 30 janvier au vendredi 03 février 2023, s’inscrit dans le cadre du projet intitulé « Accélération de l’application de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) » pour lequel le Burkina Faso, la Côte d’Ivoire, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad ont convenu de créer une Plateforme régionale d’appui technique dénommée G5 Sahel+ en marge de la conférence régionale tenu du 21 au 26 Novembre 2022, à Dakar.

4. Veuillez décrire (citer et résumer) les mesures qu’a prises votre pays, le cas échéant (ou celles qu’il envisage de prendre, et dans quels délais), pour faire appliquer la Convention et promouvoir l’application du paragraphe 5 et 8 de la résolution 9/6.

4.1 Mesures prises pour mettre en place des politiques, des mécanismes (tels que des groupes de travail, des équipes spécialisées ou d’autres groupes de coordination ponctuels) et/ou des procédures opérationnelles normalisées au moyen desquels les organes chargés de prévenir la corruption (conformément à l’article 6 de la Convention des Nations Unies contre la corruption) et les services de détection et de répression (y compris ceux spécialisés dans la lutte contre la corruption par la détection et la répression) partagent des informations, des éléments de preuve ou des renseignements pouvant être utiles pour prévenir et détecter les actes de corruption et/ou mener des enquêtes ;
- Elaboration d’une stratégie nationale de lutte contre la corruption;
- Elaboration d’un plan Stratégique de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance;
- Prise en charge du volet Gouvernance et lutte contre la corruption par le Plan National de Développement (2021-2025)
- Établissement de Conventions de collaboration et de plans d’actions entre la HABG et l’IGE, l’IGF, la CENTIF, les services de douanes pour des enquêtes conjointes ou des échanges d’informations en matière de détection et de poursuite

4.2 Politiques, mécanismes et/ou procédures opérationnelles normalisées au moyen desquels les organismes chargés de prévenir la corruption (article 6 de la Convention contre la corruption) et de mener également des opérations de répression liées à la corruption partagent des renseignements, des éléments de preuve ou des informations en interne au sein de l’organisme, concernant la prévention et/ou la détection de la corruption;

- La collaboration avec les autorités de poursuites et de recouvrement en l’occurrence Le Pôle Pénal Economique et Financier (PPEF) chargé de la poursuite de l’instruction et du jugement et l’Agence de Recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC) chargée du recouvrement des avoirs illicites et criminels.

- La signature d’une Convention de collaboration entre la Cellule National de Traitement des Informations Financières (CENTIF) et l’Organe de lutte contre la Corruption, la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), pour permettre des échanges d’informations et la conduite de missions conjointes.

4.3 Autres mesures ou méthodes adoptées pour garantir que les succès obtenus dans l’approche préventive ou l’approche répressive de la corruption et les enseignements qui en sont tirés inspirent les activités menées dans l’autre approche.

- Mission de sensibilisation/formation conjointe organisées par la HABG et la CENTIF à l’endroit des assujettis à l’obligation de vigilance notamment l’Association des Banques et Etablissements Financiers sur le dispositif de prévention et de lutte contre la corruption.